



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Lundi 07 juillet 2003

COMPTE-RENDU

(La liste des Présents et Excusés est intégrée au compte-rendu p.7)

Michel DELEBARRE, Ancien Ministre d'Etat, Député-Maire de Dunkerque, Président de RAFHAEL ouvre la séance à 10h40 en accueillant tous les membres présents (cf. *Liste des participants*). Il salue particulièrement les représentants des nouvelles structures membres (*Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, du Calaisis, Artois Comm et la Communauté Urbaine d'Arras*) et indique que des déclarations d'intention d'adhésion au Réseau RAFHAEL ont été reçues en provenance de la Communauté d'Agglomération de **Valenciennes Métropole** et de la **Ville de Marly**.

L'ordre du jour porte sur deux points :

1. L'Assemblée Générale ordinaire du Réseau.
2. Une communication sur « **2004 : la nouvelle donne énergétique pour les collectivités territoriales** », par **Gérard MAGNIN**, Délégué Général d'Energie-cités, Association de collectivités locales européennes – Membre du Comité Consultatif du Débat National sur les Energies.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

a) Adoption du compte-rendu de l'Assemblée générale du 08 juillet 2002 (cf. dossier préparatoire p. 3)

A l'invitation de **Michel DELEBARRE**, les membres approuvent, à l'unanimité, le compte-rendu de la dernière Assemblée Générale.

b) Adoption du rapport d'activité 2002 et recueil des observations sur le rapport d'étape 2003 (cf. dossier préparatoire p.17)

Michel DELEBARRE présente le rapport d'activités 2002. Il souligne que les travaux des différents groupes de travail se sont inscrits, pour 2002, dans la continuité des grandes orientations du Réseau à savoir : le transports et les liaisons ferroviaires, les technologies de l'information et de la communication et les grands sujets d'intérêt commun.

Concernant le rapport d'étape 2003 (du 1^{er} janvier au 15 juin 2003), **Michel DELEBARRE** attire l'attention sur la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue le 10 mars 2003 à Lille et qui a permis d'avancer de **nouvelles pistes de travail** pour le Réseau, notamment sur :

- **La nouvelle donne énergétique**, sujet sur lequel nous avons souhaité faire intervenir **Gérard MAGNIN**, Energiecités, suite à l'AG Ordinaire de ce jour
- **L'urbanisme commercial** : sujet au centre de préoccupations actuelles : il s'agirait de réfléchir à la mise en place d'un lieu de réflexion et de concertation à l'échelle régionale voire transfrontalière.
- **La mise en réseau des agences d'urbanisme du Nord Pas de Calais et des hauts responsables du développement** des collectivités membres afin d'évoquer des sujets tels que : l'urbanisme commercial, les TIC, les dossiers transfrontaliers... Cette mise en réseau se ferait de manière non formalisée, au titre de contacts et d'échanges.

Enfin, **Michel DELEBARRE** précise que le **CA du 10 mars dernier a attiré l'attention sur l'importance de la réalisation de l'infrastructure fluviale Seine-Nord**. Dans ce cadre, **les membres de RAFHAEL ont été associés à la conférence de Presse** qui s'est déroulée le **02 juin** à Lille sur « **Canal Seine Nord, un grand projet d'infrastructure européen, pour le développement du Nord Pas de Calais** ». Cette conférence a été co-organisée à l'initiative de **Philippe MARINI**, Sénateur de l'Oise, Maire de Compiègne, Président de l'Association Seine-Nord Europe et du syndicat mixte de la plateforme de Dourges.

Un grand nombre de personnalités régionales (*les représentants de la Région Nord Pas de Calais, des deux départements, de la CRCI, du Conseil Régional de Picardie ainsi que le directeur du Port de Paris*) ont participé à cette rencontre.

Depuis cette conférence de presse, une rencontre avec le Premier Ministre a eu lieu. Les déclarations du gouvernement en la matière laissent entendre que, s'il y a une infrastructure fluviale à retenir dans les priorités actuelles, Seine Nord sera celle-là. Par ailleurs, **Michel DELEBARRE** indique qu'il se rendra prochainement à Bruxelles afin de rencontrer les autorités belges et de s'assurer de leur soutien pour faire de la liaison fluviale Seine-Nord une priorité.

Les rapports ne soulevant ni question ni observation, ils sont adoptés à l'unanimité.

c) Dossiers financiers.

Michel DELEBARRE invite **Christian DRUELLE**, expert-comptable du Réseau a présenté les documents financiers.

Christian DRUELLE fait part d'une perte de 21 115 € (soit 138 500 FF) brut sur l'exercice comptable 2002 contre une perte de 4 039 € (soit 26 495 FF) en 2001.

Cette perte s'explique pour l'essentiel par les cotisations des années antérieures non payées et passées en perte mais surtout par l'arrêt du versement de la subvention de fonctionnement de la ville de Lille depuis 2000.

Christian DRUELLE souligne toutefois que l'Association a, en SICAV, 37 350 € valorisés (soit 245 000FF). Aucune SICAV n'a été vendue cette année.

A l'issue de la présentation du Bilan et du compte de résultat de l'exercice 2002, **Michel DELEBARRE** invite les membres à poser des questions ou émettre des observations.

Aucune observation n'étant émise, les membres approuvent les comptes de l'exercice 2002 à l'unanimité.

Christian DRUELLE poursuit sa présentation en détaillant le compte de résultat prévisionnel 2003. Ce dernier présente un déficit de 4 674 € (soit 30 659 €) en ayant intégré notamment les cotisations au Club National des Réseaux de villes et à l'Association « Les villes européennes de la grande vitesse ».

Michel DELEBARRE remercie **Christian DRUELLE** pour cette présentation de la situation financière de l'Association et souligne l'importance de la représentation du réseau RAFHAEL au sein des associations nationales et européennes telles que le Club National des Réseaux de villes et « Les Villes Européennes de la Grande Vitesse ».

Par ailleurs, **Michel DELEBARRE** précise qu'il n'est pas anormal que la ville de Lille ne souhaite plus payer la subvention de fonctionnement qu'elle versait jusqu'alors au Réseau : l'enjeu de RAFHAEL n'étant plus le passage du TGV dans Lille mais des sujets d'intérêt général en région. A noter : la ville de Lille continue à verser sa cotisation annuelle au Réseau.

Il indique que l'arrêt du versement de cette subvention ne met pas en péril les finances du Réseau. Cependant, il attire l'attention sur le fait que ce sont aujourd'hui les intercommunalités qui sont le plus intéressées pour suivre les travaux du Réseau RAFHAEL.

En effet, à l'heure actuelle :

- **sur 11 communautés d'agglomération : 7 sont membres actifs, 2 participe régulièrement aux travaux du Réseau (communauté d'agglomération du Valenciennois, de Saint Omer), 2 ne sont pas présentes (communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, du Cambrasis.)**
- **les 3 communautés urbaines ont rejoint le Réseau.**
- **Aujourd'hui, nous sommes donc 29 membres actifs : 13 villes, 10 intercommunalités, 2 institutions régionales (CRCI, CR NPDC), 4 entreprises**

Cependant, le taux de cotisation actuel pour les villes est 4 fois plus important que pour les intercommunalités. Aussi, à terme, peut être devrions-nous penser à inverser ce ratio.

Michel DELEBARRE propose que **Dominique CRESSON**, Délégué Général du Réseau travaille à un rapport sur la question de la répartition des cotisations.

Le prévisionnel 2003 est approuvé à l'unanimité.

d) Détermination du taux de cotisation 2004

Michel DELEBARRE propose de maintenir les cotisations annuelles aux taux actuels :

- pour les membres fondateurs : 7 622 € (50 000 FF)
- pour les villes : 0,04 € / habitant (0,26 FF / habitant)
- pour les intercommunalités : 0,01 € / habitant (0,065 FF / habitant)
- pour les membres actifs entreprises : 305 € (2 000 FF)
- pour les individuels : 30 € (200FF)

L'Assemblée approuve cette proposition à l'unanimité.

* * *

Avant de passer aux perspectives de travail du Réseau, **Michel DELEBARRE** rappelle que lors de l'AG en **juillet 2001**, le **Conseil d'Administration** de RAFHAEL ainsi que **le Bureau ont été élus pour une durée respective de 4 ans et 2 ans**. Aussi, conformément à l'article 11 des statuts du Réseau, les membres du CA sont invités à rester suite à l'assemblée générale ordinaire afin de procéder à l'élection du BUREAU.

Michel DELEBARRE indique que suite à la démission de la CCILM, un poste est vacant au Conseil d'Administration, il propose que ce poste soit attribué à un représentant des nouvelles intercommunalités du Réseau. Dans cette perspective, il propose à **Alain WACHEUX**, Président de la Communauté d'agglomération Artois Comm, présent ce jour, de rejoindre les membres du Conseil d'Administration.

Alain WACHEUX accepte cette proposition. L'Assemblée Générale approuve.

PERSPECTIVES DE TRAVAIL DU RÉSEAU

Michel DELEBARRE rappelle les orientations choisies lors de la dernière Assemblée Générale de RAFHAEL (*cf. Comptes-rendu de l'Assemblée Générale du 08 juillet 2001, p.5*) et les pistes de travail évoquées au cours du Conseil d'Administration du 10 mars dernier.

1. dossier TRANSPORTS/LIAISONS FERROVIAIRES

a) le dossier « VALENCIENNES – MONS »

Michel DELEBARRE indique rapidement que l'étude de potentiel de déplacement suit son cours. Le **rendu de la première phase de l'étude**, à savoir la **phase de diagnostic des déplacements actuels** devrait se faire courant **septembre 2003**.

Michel DELEBARRE propose de continuer à suivre ce dossier. L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.

b) Aménagement du territoire / TGV

Michel DELEBARRE rappelle que le Réseau RAFHAEL est l'héritier de l'Association « TGV Gare de Lille », créée en 1987 par Pierre Mauroy dont l'objet premier était d'obtenir le croisement des TGV Nord européens en gare de Lille. Cette association a atteint son objectif en 1993 et a évolué pour devenir le réseau des villes et des agglomérations du Npdc et de la frontière belge.

A l'heure actuelle, l'association poursuit l'action de l'Association « TGV Gare de Lille », en visant toujours le développement du TGV Nord Européen.

Aussi, à l'heure du 10^{ème} anniversaire de l'arrivée de la grande vitesse, **Michel DELEBARRE** propose de faire un « point fixe » sur ce dossier afin de mettre en exergue les avantages que nos agglomérations ont tiré de l'arrivée du TGV mais aussi pour mettre en avant les points à débattre (fréquences, horaires, TGV en partance des villes belges....).

Il s'agirait de se donner quelques moyens de réflexion en liaison avec la SNCF et le Conseil Régional Nord Pas de Calais.

Dans cette perspective, **Michel DELEBARRE** propose de prendre contact avec **Daniel PERCHERON**, Président du Conseil Régional Nord Pas de Calais, afin de savoir si la Région et la SNCF compte initier une action en vue du 10^{ème} anniversaire et si tel est le cas, voir comment RAFHAEL pourrait s'y associer.

François ROHART souhaite que la réflexion menée sur le TGV puisse être conjuguée avec celle sur l'ouverture du Lien Transmanche.

2. dossier TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Michel DELEBARRE indique que, sur ce dossier comme sur d'autres, le Conseil d'Administration a souhaité que RAFHAEL passe d'une « logique de concertation » à une « logique de propositions ».

a) le montage financier des projets d'infrastructures hauts débits :

Concernant le montage financier des projets d'infrastructures hauts débits, il a été retenu le principe de mettre en commun les souhaits des agglomérations en la matière et de répondre à la question : quelles propositions concrètes faisons-nous pour le montage financier des projets relatifs aux infrastructures ?

Michel DELEBARRE propose que le groupe de travail TIC, présidé par **René VANDIERENDONCK**, Premier Vice-Président de RAFHAEL puisse se réunir, avant octobre 2003, afin de formaliser une proposition concrète sur ce sujet en direction du Conseil Régional Nord Pas de Calais.

L'Assemblée Générale approuve cette proposition.

b) l'accompagnement des collectivités et des PME/Très Petites Entreprises

Michel DELEBARRE rappelle que la compétitivité des PME/TPE sera fonction de leur capacité à utiliser les TIC. Aussi le Conseil d'Administration a-t-il souligné l'importance de trouver une complémentarité pour répondre aux besoins des collectivités territoriales et aux besoins des PME/TPE.

Dans cette perspective, **Michel DELEBARRE** propose d'organiser une rencontre sur ce thème avec **Jean-Charles BOURDIER**, auteur du rapport « Réseaux à hauts débits : nouveaux contenus, nouveaux usages, nouveaux services » présenté à Christian Pierret, Secrétaire d'Etat à l'Industrie, le 19 septembre 2000 et animateur du groupe de travail « Le Club des Communautés numériques ».

L'Assemblée Générale approuve cette proposition.

3. dossier SUJETS D'INTERET COMMUN

a) LILLE 2004 : capitale européenne de la culture.

Michel DELEBARRE indique que, désormais les villes se sont inscrites dans la dynamique Lille2004.

Par ailleurs, conformément à notre souhait, nous avons reçu un dossier complet d'information relatif à l'étude d'impact menée par Brugge2002 sur l'événement « Brugge : capitale européenne de la culture en 2002 ».

Le document en question est transmis à l'ensemble des participants.

b) La Télévision Numérique Régionale / télévisions locales.

Michel DELEBARRE invite **Dominique CRESSON**, Délégué Général à faire un point sur ce dossier.

Dominique CRESSON indique que le dossier des télévisions locales évolue très fortement tant sur le volet numérique (d'ici fin 2004, plusieurs chaînes locales devraient être autorisées) que sur le volet hertzien (plusieurs opérateurs sont candidats à une diffusion sur la Métropole Lilloise dont le « groupe Voix du Nord »).

Michel DELEBARRE propose que **Dominique CRESSON** puisse faire, dans un premier temps, une note d'information générale sur ces questions, puis, dans un deuxième temps qu'il puisse réfléchir à l'organisation d'une éventuelle réunion d'information.

Stephan SOLARZ souhaite que soit prise en considération le point de vue de l'utilisateur final, l'intérêt étant de s'interroger sur le succès réel des initiatives en la matière d'un point de vue de l'audience.

Jean-Pierre TRIQUET indique que l'Association des Villes câblées ainsi que l'association des Maires des grandes villes de France ont déjà mené un gros travail sur ce sujet et invite **RAFHAEL** à se rapprocher de ces instances afin de connaître l'état d'avancement de leurs travaux.

c) L'Urbanisme Commercial

Michel DELEBARRE rappelle que lors du Conseil d'Administration de mars 2003, les participants ont attiré l'attention sur l'importance de la réflexion à mener sur l'Urbanisme Commercial. En effet, à l'heure actuelle, il n'existe qu'une commission départementale d'Urbanisme commercial alors que nos agglomérations sont confrontées à des propositions d'implantations dépassant largement le cadre départemental avec notamment des projets transfrontaliers.

Aussi, les membres du conseil d'administration ont émis le souhait de lancer une réflexion sur la mise en place d'un lieu de concertation à l'échelle régionale voire transfrontalière.

Pierre BALAY, représentant de la CRCI, indique que la CRCI mène depuis quelques temps une réflexion sur la question de l'urbanisme commercial. Il confirme l'intérêt et le soutien de la CRCI pour engager une réflexion sur le sujet au sein du Réseau **RAFHAEL**.

Pierre FERRIER indique que, depuis peu, la mission du Bassin Minier réfléchit à cette thématique en liaison avec la conférence permanente d'urbanisme commercial de Lille Métropole. Il propose de les associer à la démarche.

Michel DELEBARRE suggère de réunir dès le mois de septembre, les directeurs généraux des services des collectivités membres de RAFHAEL, les directeurs des agences urbanismes et les responsables de la mission du Bassin Minier afin d'examiner les différents volets de ce dossier.

L'assemblée approuve cette proposition.

d) L'Europe

Michel DELEBARRE indique que les membres du Conseil d'Administration ont souligné l'importance des expériences menées par nos voisins européens sur l'ensemble des sujets évoqués au sein du Réseau RAFHAEL. Il s'agit de voir et de comprendre concrètement comment un certain nombre d'agglomérations européennes se saisissent de leurs préoccupations.

Dans ce cadre, **Michel DELEBARRE** propose de charger **Dominique CRESSON** de voir dans quelle mesure un déplacement d'une journée dans une agglomération européenne telle que BIRMINGHAM, par exemple, pourrait s'organiser.

e) La nouvelle donne énergétique

Michel DELEBARRE rappelle que :

- en 2004, la **libéralisation du marché de l'énergie** permettra aux collectivités de choisir leurs opérateurs,
- depuis quelques années, à l'initiative de Dunkerque, se tiennent **les Assises Nationales de l'Energie**, partagée une année sur deux entre Dunkerque et Grenoble,
- les prochaines assises se tiendront à **Dunkerque en janvier 2004 sur le thème « l'ouverture du marché aux collectivités territoriales »**.
-

Afin de mesurer les enjeux de cette nouvelle donne énergétique pour les collectivités, **Michel DELEBARRE** accueille **Gérard MAGNIN**, Délégué Général d'Energie-Cités.

➤ *Cf. Communication thématique « 2004 : une nouvelle donne énergétique pour les collectivités territoriales », Gérard MAGNIN, Energie-Cités*

Suite à la présentation de Gérard MAGNIN, **Michel DELEBARRE** propose aux membres de l'Assemblée Générale d'organiser, à l'automne, une nouvelle réunion d'information sur le sujet pour les Directeurs Généraux des Services des collectivités membres ainsi que pour les collaborateurs concernés (services techniques, services financier) par la question.

Enfin, il rappelle que les Assises Nationales de l'Energie devraient apporter un certain nombre d'informations importantes sur le sujet.

LISTE DES PRÉSENTS ET EXCUSÉS

PRÉSENTS

BALAY Pierre, Représentant, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie
CAREME Damien, Maire de Grande Synthe, Vice-Président, Communauté Urbaine de Dunkerque
CRESSON Dominique, Délégué Général RAFHAEL
DELAHAYE Gérard, Vice Président, Communauté d'agglomération ARTOIS COMM
DELEBARRE Michel, Président de RAFHAEL
DELILLE Jean Jacques, Adjoint ville de Douai
DELILLE Jean Christophe, Chargé de mission, Communauté d'agglomération du Douaisis
DELPIERRE Coralie, Permanente RAFHAEL
DESFOSSÉS Jean-Marie, Adjoint ville de Valenciennes
DRUELLE Christian, Expert-comptable, Cabinet Druelle
FERRIER Pierre, Directeur Général Adjoint, Communauté d'agglomération ARTOIS COMM
FLANDERINCK François, Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre
KUZNIAK Serge, Directeur Général des Services, Communauté d'agglomération Lens-Liévin
LEMAITRE Michel, comptable, Cabinet Druelle
LEMANG Daniel, Rapporteur du budget, Ville de Dunkerque
LOURME David, Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre
LUC Emmanuel, Ville de Mons
MAGNIN Gérard, Energie-Cités
MAIFFRET Lionel, Directeur du service Commerce Service Tourisme, Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie
PASTOUR Jacques, Maire Englos, Lille Métropole Communauté Urbaine
ROHART François, Directeur service « Culture », Lille Métropole Communauté Urbaine
SOLARZ Stephan, Directeur Développement économique, Communauté urbaine d'ARRAS
SPLINGARD Régine, Conseillère Régionale, Maire-Adjointe de Boulogne, Communauté d'agglomération du Boulonnais
TRIQUET Jean-Pierre, Directeur des systèmes d'information et de la communication, Communauté Urbaine de Dunkerque
WACHEUX Alain, Président, Communauté d'agglomération ARTOIS COMM

EXCUSÉS

AUBRY Martine, Ancien Ministre, Maire de Lille
BAUDOUX Bernard, Président Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre
CARTON Bernard, Ville de Roubaix
DELANNOY Michel-François, 1^{er} adjoint ville de Tourcoing
DELDREVE Regis, Conseiller, Communauté d'agglomération du Calaisis
DEPLUS Jean-Paul, Echevin, Ville de Mons
DURET Philippe, Tourcoing, Trésorier de RAFHAEL
FRANCOIS Charles, Vice Président, Communauté d'agglomération du Calaisis
GABREAU Christophe, Lille Grand Palais
HENIN Jacky, Président Communauté d'agglomération du Calaisis
HENON Hervé, 1^{er} adjoint, Ville de Boulogne
KEMEL Philippe, Maire de Carvin, Vice Président, Communauté d'agglomération Henin Carvin
KUCHEIDA Jean-Pierre, Député-Maire de Liévin
LAMBELIN Marie Dominique, ville de Douai
MARLIERE Olivier, Adjoint ville de Valenciennes
MASCLET Patrick, Vice Président, Communauté d'agglomération du Douaisis
MAUROY pierre, Ancien 1er Ministre, Président Lille Métropole Communauté Urbaine
MIO Daniel, Conseil Régional Nord Pas de Calais
PAUVROS Rémi, Maire de Maubeuge Vice-Président Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre
VANCAILLE Michel, Président Communauté d'agglomération de Lens-Liévin
VAN DEN SCHRIECK Patrick, Président Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie
VANDIERENDONCK René, Ville de Roubaix
VANLERENBERGUE Jean-Maris, Maire d'Arras
VERNIER Jacques, Sénateur Maire de Douai
WATTEBLED Dany, Maire de Lesquin, Lille Métropole Communauté Urbaine
WATTIER Joëlle, chargée de mission, Ville de Mons

Le Président lève la séance à 12h30.

Le..... Juillet 2003.

Michel DELEBARRE
Ancien Ministre d'Etat
Président de RAFHAEL

